

État développementaliste à l'épreuve des bricolages au Cameroun: ethnographie du complexe sportif d'Olembe à Yaoundé

Anguissa Bekono Jean Chepelin Boris*

Université Yaoundé II/CERDAP -Cameroun

date de soumission : 24-05-2025

date d'acceptation : 31-07-2025

date de publication : 01-09-2025

Résumé :

Cet article propose une lecture ethnographique du Complexe Sportif d'Olembe, infrastructure emblématique du Cameroun contemporain, afin d'interroger la manière dont se fabrique l'action publique dans un État qui se revendique développementaliste. À partir d'une enquête de terrain et d'entretiens avec des acteurs institutionnels, techniques et locaux, il analyse comment un projet censé incarner la puissance infrastructurelle de l'État devient un révélateur des bricolages administratifs, contractuels et sociaux à l'œuvre dans la mise en œuvre des politiques publiques. L'étude s'inscrit dans une perspective critique de la littérature sur l'État développementaliste, en particulier dans les contextes post-ajustement, et propose de déplacer l'analyse vers les marges de l'action, là où les politiques s'exécutent entre injonctions politiques, rareté des ressources et logiques de contournement. Le cas d'Olembe montre comment l'État camerounais combine volontarisme symbolique, rationalités politiques concurrentes et gouvernance fragmentée pour tenter de tenir ses engagements en matière d'équipements structurants. L'article développe deux axes : les résultats empiriques et théoriques explorent, d'une part, la dimension symbolique et territoriale du projet, en l'inscrivant dans les stratégies de légitimation étatique portées par l'idéologie de l'émergence ; d'autre part, ils mettent en lumière les formes concrètes de bricolage qui accompagnent sa réalisation : chevauchements institutionnels, instabilités contractuelles, opacité financière, précarité de la main-d'œuvre et tensions sociales dans les zones riveraines. En somme, le chantier d'Olembe n'apparaît pas comme une exception, mais comme une scène ordinaire de production de l'État dans les Suds : un État composite, en ajustement permanent, qui gouverne par le compromis, l'urgence et

* Auteur correspondant (borisanguissa@gmail.com) ; (CERDAP).

© Anguissa Bekono Jean Chepelin Boris - Creative Commons - Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Pas de modification - 4.0 International (CC BY-NC-ND 4.0)

l'improvisation plus que par la planification. L'ethnographie du chantier devient alors un observatoire de la fabrication incertaine mais stratégique de l'État en Afrique.

Mots-clés : *État développementaliste ; Afrique ; Cameroun ; bricolage ; infrastructures ; émergence ; ethnographie.*

The Developmental State Put to the Test by Bricolage in Cameroon: An Ethnography of the Olembe Sports Complex in Yaoundé

Abstract:

This article offers an ethnographic reading of the Olembe Sports Complex, a flagship infrastructure project in contemporary Cameroon, to explore how public action is constructed within a state that claims to be developmentalist. Drawing on fieldwork and interviews with institutional, technical, and local actors, it analyzes how a project intended to embody state infrastructural prowess instead reveals the administrative, contractual, and social bricolage shaping public policy implementation. Anchored in a critical reading of the developmental state literature—especially in post-adjustment contexts—this article shifts the analytical focus to the margins of public action, where policies are carried out amid political imperatives, resource scarcity, and strategies of circumvention. The case of Olembe shows how the Cameroonian state combines symbolic voluntarism, competing political rationalities, and fragmented governance in its attempts to deliver major infrastructure commitments. The article unfolds along two lines of inquiry. The first examines the symbolic and territorial dimensions of the project, situating it within state legitimation strategies anchored in the ideology of emergence. The second highlights the practical forms of bricolage surrounding the project's execution: overlapping institutions, unstable contracts, financial opacity, informal labor practices, and social tensions in surrounding areas. Ultimately, the Olembe construction site is not an exception but a typical scene of state formation in the Global South: a composite state, constantly adjusting, that governs through compromise, urgency, and improvisation more than through centralized planning. The ethnography of the site thus becomes a privileged lens through which to observe the contingent yet strategic making of state authority.

Keywords: *Developmental state; Bricolage; Public infrastructure; State capacity; Cameroon; Ethnography; Olembe; Governance.*

Introduction :

La figure de l'État développementaliste a longtemps structuré les lectures de l'action publique dans les Sud, en particulier en Afrique. Inspirée des trajectoires asiatiques de rattrapage économique, cette approche postule un État fort, stratégie, doté d'une capacité d'orientation cohérente de l'économie et capable de mobiliser ses institutions en vue d'objectifs de long terme¹. Si cette grille d'analyse a connu un regain d'intérêt au début des années 2000 avec les discours sur l'« émergence » portés par plusieurs régimes africains², elle reste souvent prisonnière d'une perspective d'analyse téléologique qui valorise l'intention politique sans véritablement questionner les formes concrètes, bricolées, parfois désordonnées, que prend la mise en œuvre de ces ambitions. Le Cameroun s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Porté par une rhétorique d'émergence à l'horizon 2035, l'État camerounais a multiplié les projets d'infrastructures stratégiques censés matérialiser sa capacité à redevenir un « Etat développeur ». Le projet du Complexe Sportif d'Olembe, infrastructure monumentale planifiée en périphérie nord de Yaoundé, incarne cette volonté de réinscrire l'État au cœur du développement visible. À l'approche de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), qui s'est jouée au Cameroun de Janvier à Février 2022, ce projet était présenté par les pouvoirs publics comme un fleuron de la modernité camerounaise, pensé pour rivaliser avec les standards internationaux. Mais la trajectoire de sa mise en œuvre révélera une tout autre réalité qui reste souvent occultée par des éléments que l'on ne peut saisir qu'en en restituant l'historicité.

Le 31 décembre 2015, l'État camerounais signe un contrat de 163 milliards de francs CFA (plus de 260 Millions d'Euros) avec l'entreprise italienne PICCINI pour la construction du complexe. L'assistance à la

¹- Johnson, Chalmers. *MITI and the Japanese Miracle: The Growth of Industrial Policy, 1925–1975*. Stanford University Press, 1982, p 26 ; Evans, Peter. *Embedded Autonomy: States and Industrial Transformation*. Princeton University Press, 1995, p 35.

²-Mbembe, Achille, *Critique de la raison nègre*. Paris : La Découverte, 2015 ; Darbon, Dominique. « L'État néo-développementaliste en Afrique : nouvelles rhétoriques, anciens bricolages ». In *Les politiques publiques en Afrique*, T. Bierschenk & J.-P. Olivier de Sardan (dir.), Paris, Karthala, 2018.

maîtrise d'ouvrage est confiée à « **EGIS** » et les études techniques sont validées¹. Pourtant, les travaux proprement dits ne démarrent que treize mois plus tard, le 1er août 2017. Un ancien cadre du ministère des Marchés publics précise :

*« Durant toute l'année 2016, l'État se battait pour signer l'accord de financement avec la SACE, la banque italienne de financement à l'export. Ce genre de négociation dure souvent deux ans, mais pour Olembe, ça n'a duré qu'un an. L'entreprise devait travailler avec les moyens disponibles »*².

Cet épisode inaugural, entre précipitation politique, incertitude financière et improvisation institutionnelle, préfigure les nombreux bricolages qui vont marquer la conduite de ce projet. C'est cette disjonction entre l'État développementaliste proclamé et les formes pratiques de sa mise en œuvre que ce travail propose d'interroger. Il s'inscrit dans une perspective critique des analyses du développement, qui l'analysent comme un « champ de batailles »³, fait de bricolages, de tâtonnements, d'incertitudes et de conflits⁴, en dialogue avec les travaux qui insistent sur la pluralité des régimes d'action étatique dans les contextes post-ajustement⁵. Plutôt que de poser une opposition binaire entre un État fort ou faible, planificateur ou clientéliste, il s'agit d'appréhender l'État comme un ensemble composite, traversé par des rationalités politiques, administratives et sociales hétérogènes, et dont

¹- Archives du Journal le jour n°2481 du Mercredi 19 juillet 2017, Page 2.

²- Entretien avec un ancien cadre du MINMAP, Yaoundé, 2022.

³-Voir Hibou et Bono, « *Le développement comme champ de bataille* », Revue internationale de politique de développement, 2017. Jean-Pierre Olivier de Sardan, Anthropologie et Développement : Essai en socio-anthropologie du développement, Khartala, 1995.

⁴-Nadia Hachimi-Alaoui, « *Gouverner les incertitudes : les Walis de Casablanca (2001-2015)* », Thèse de doctorat, Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, 2019.

⁵-Hibou, Béatrice. La privatisation des États. Paris : Karthala, 1999 ; Bayart, J.-F.; L'État en Afrique. La politique du ventre. Paris : Fayard, 2006 ; Bierschenk, T., & Olivier de Sardan, J.-P. States at Work. Brill, 2014.

l'action se manifeste souvent dans l'ajustement, le contournement et la réversibilité¹.

Dans la sociologie politique contemporaine, la littérature sur la question du modèle de l'Etat développementaliste fait l'objet d'un débat qui divise les Chercheurs en deux grandes catégories d'auteurs. D'une part, nous avons ceux des auteurs qui pensent que l'État développementaliste peut et doit jouer un rôle stratégique dans la transformation structurelle de l'économie, à travers la planification, l'orientation de l'investissement et la discipline industrielle (Chalmers Johnson 1982 ; Alice Amsden 1989 ; Peter Evans 1995, Thandika Mkandawire 2001, Elisabeth Thurbon 2014...). A l'opposé, émerge un courant africaniste plus récent avec des auteurs (Peclard et al. ; de Benegiamo, de C. Kopf, G. Khan Mohamad et Gérard Amougou)² aux travaux plus empiriques, qui insistent sur les limites structurelles et politiques de l'État développementaliste, en particulier dans les contextes postcoloniaux africains. Ces auteurs ne rejettent pas nécessairement l'idée d'intervention étatique, mais questionnent les conditions de sa mise en œuvre effective, dans des États souvent fragmentés, néo-patrimoniaux ou extravertis.

Le présent article s'inscrit dans cette littérature en se rapprochant davantage du second courant de pensée plus africaniste, critique et avec des travaux plus empiriques. Seulement, nous allons décentrer l'analyse en prenant pour point d'entrée un projet sportif, et là nous invitons à sortir des objets classiques du développementalisme en Afrique (usines, barrages, zones franches, Ports, Logements sociaux, etc...) pour explorer des formes plus indirectes et symboliques de l'action de l'État. La contribution principale de cet article est de montrer, à partir du cas d'Olembe, que les bricolages institutionnels, contractuels, techniques et sociaux ne sont pas les anomalies d'un modèle dévoyé, mais les modalités ordinaires d'un gouvernement qui compose en permanence avec ses contraintes. Ce travail s'inscrit également dans les analyses attentives à la

¹- Ibid.

²- Cette nouvelle littérature a fait l'objet d'un numéro spécial dans la Revue Critique Internationale en 2020.

manière dont le développement s'insère dans les rouages de la domination politique et de la formation de l'Etat¹. Ce travail nous intéresse aussi en ce qu'il nous permettra de lire le développementalisme cette fois ci par le sport comme la matrice des bricolages, des luttes et de l'hétérogénéité des acteurs et des intérêts qui façonnent l'Etat en Afrique² et au-delà. En s'appuyant sur une ethnographie du chantier, nourrie d'observations de terrain³, d'archives des journaux à caractère politique et économique⁴, et une vingtaine d'entretiens réalisés entre septembre 2022 et avril 2025 avec des acteurs tel que les administrateurs ayant travaillé sur le projet, les fonctionnaires retraités du Ministère des Marchés publics, du Ministère du Sport, ceux de l'Office National des Infrastructures et équipements sportifs (ONIES), les chefs traditionnels et les riverains du quartier OLEMBE, des Journalistes politiques, sportifs et économiques. L'article explore les multiples formes d'agencéité à l'œuvre dans la fabrique concrète de l'action publique. Ce faisant, il propose une relecture de l'État développementaliste non plus comme idéal type figé, mais comme un espace de tension, de négociation et d'improvisation stratégique. Il montre comment l'épreuve du chantier, ses lenteurs, ses interruptions, ses reconfigurations, devient une scène à partir de laquelle se donnent à voir les modes situés de gouvernement dans un État en reconfiguration.

Le présent article se déploiera en deux temps. La première partie reviendra sur les usages politiques, symboliques et territoriaux du projet d'Olembe, en l'inscrivant dans les stratégies de légitimation du pouvoir à travers l'infrastructure. La seconde analysera les formes concrètes de sa mise en œuvre, en insistant sur les bricolages institutionnels, les

¹- Voir Didier Péclard, Patrick Dieudonné Belinga, Béatrice Hibou, J-F Bayart.

²- J-F Bayart, « *l'Etat en Afrique : la politique du ventre* », Fayard, 2006 ; Dominique Darbon, « *l'Etat Prédateur* », Politique Africaine, 1990, Jean François Médard, « *l'Etat Patrimonialisé* », Politique Africaine, 1990, etc.

³- Dans le cadre de ce travail, nous avons utilisé nos premières données de terrain, constitué d'une trentaine d'entretiens semi-directifs auprès de personnes ressources concernées par ledit projet.

⁴- Cameroun Tribune, Journal le Jour, Journal Mutations, Journal Emergence, les journaux en ligne comme le Magazine « Investir au Cameroun ».

instabilités contractuelles et les effets sociaux produits sur les territoires et les populations riveraines.

I- Une infrastructure au cœur des stratégies de légitimation de l'État développementaliste

Dans les contextes post-ajustement africains, les infrastructures monumentales ne sont pas seulement des équipements fonctionnels : elles constituent des opérateurs symboliques de reconfiguration de l'autorité étatique. Le cas du Complexe Sportif d'Olembe illustre cette mobilisation de l'espace et du béton comme supports de légitimation politique. En projetant l'image d'un État bâtisseur et souverain, le chantier devient un levier central de l'affirmation du pouvoir, dans un moment où les gouvernements s'efforcent de réactiver leur autorité par des politiques dites d'« émergence ». Cette première partie examine la manière dont le projet d'Olembe a été construit, politiquement et symboliquement, comme une vitrine du développement. Nous analyserons d'abord comment les discours officiels ont instrumentalisé le complexe sportif pour incarner une modernité étatique et inscrire le Cameroun dans une économie de la grandeur¹. Nous montrerons ensuite comment l'attribution de la Coupe d'Afrique des Nations a fonctionné comme un accélérateur de l'agenda infrastructurel tout en exposant les failles du pilotage étatique. Enfin, nous interrogerons les logiques de spatialisation du pouvoir à l'œuvre dans le choix du site et dans la configuration du projet comme village sportif, révélant une centralisation autoritaire de l'aménagement urbain.

A- Le complexe sportif d'Olembe : de l'origine du projet à son inscription dans un imaginaire de modernité étatique

La genèse du Complexe Sportif d'OLEMBE (COSO) s'inscrit dans une politique plus large des grands Projets initiée par l'Etat Camerounais au tournant des années 2000 et au lendemain du Point d'achèvement de

¹- Concept développé par Luc Boltanski et Laurent Thévenot dans leur ouvrage intitulé « De la Justification », publié en 1991. Ce concept renvoie à un mode de justification que les acteurs politiques utilisent pour évaluer la valeur de la légitimité de leurs actions et décisions dans un contexte social donné. Boltanski, luc et Thévenot, laurent. *De la Justification. Les économies de la grandeur*. Paris, Gallimard, 1991.

l'Initiative PPTE en avril 2006¹. L'Origine du Projet part du Programme National du Développement des Infrastructures Sportives (PNDIS), lui-même qui s'adosse sur une vision très volontariste de l'Etat en matière de mise en œuvre de la politique de développement des infrastructures sportives². Selon une anecdote qui nous a été confiée par un ancien Responsable du Ministère des Sports, à l'époque du début des travaux, le fait qui exogène qui a poussé les autorités Camerounaises à prendre la décision de construire ce stade, c'est précisément le reproche fait par d'autres pays africains au Cameroun d'être une grande nation de Football sans jamais organiser de CAN depuis celle de 1972 sous le règne du président AHIDJO. Notre interlocuteur nous faisait savoir ainsi qui suit :

« Vous savez, les gens commençaient déjà à se plaindre partout en Afrique que « le Cameroun va gagner chez les gens mais n'organise jamais de CAN »³.

Depuis la période des indépendances, sous le règne du Président AHIDJO, le Cameroun a toujours occupé une place important dans la diplomatie de l'Etat. Mais depuis l'avènement du Président Paul BIYA au pouvoir en 1982, le sport en général et football en particulier entretiennent une relation particulière avec l'Etat du Cameroun. Depuis les 1990, le football est un instrument de pacification qui a souvent permis aux pouvoir en place de calmer les tensions sociales⁴ qui ont quelques fois fragilisé la paix de la Nation. C'est d'ailleurs ce qui peut justifier que l'Etat, à l'heure

¹-Lendemain de l'atteinte du Point d'achèvement de l'Initiative PPTE (Avril 2006), L'ambition développementaliste de l'Etat va commencer également à se matérialiser sur le plan sportif, avec la Mise en place dès 2008 du Programme National de Développement des Infrastructures Sportives (PNDIS). En effet, Lancé suite à la signature des documents contractuels par Ephraïm Inoni, Premier Ministre, le 7 mai 2008, ce programme a pour ambitions de doter le Cameroun, d'un ensemble d'infrastructures sportives pour les pratiques sportives de haut niveau et de masse dans la décennie 2008-2018¹. Financés par Exim Bank of China et le Cameroun, les travaux lancés de ce programme sont lancés par l'entreprise China Machinery Engineering Corporation pour mener les deux volets le composant. Le premier volet financé à hauteur de 272 milliards de FCFA connaît trois phases pour favoriser le sport d'élite

²- Entretien avec un Responsable de l'ONIES, Septembre 2023.

³- Entretien avec un ancien haut responsable du Ministère des sports, septembre 2022.

⁴- On peut citer le cas de « Villes mortes » de 1990 ou encore le cas de la Crise Anglophone qui frappe le pays depuis 2016.

de la matérialisation des Politiques d'émergence, ait décidé d'injecter beaucoup d'argent pour la construction des infrastructures sportives de qualité supérieure. C'est ce que cet ancien Responsable du Ministère des sports nous explique lors d'un entretien mené avec lui nous confie :

*« Vous savez aussi par ailleurs que le Sport en général et le Football en particulier sont des champs qui ont à plusieurs fois sauvé le régime du Président Biya. En 2017, par exemple, lorsque la Crise du NOSO avait commencé, lorsque la CAN a été gagnée, ce conflit s'est un peu calmé. Et avec le Ministre BIDOUNG, on a décidé de faire le Tour du Cameroun avec le Trophée, bien que certaines personnes le refusassent à cause du conflit dans les zones anglophones. Et une fois à Bamenda, le jour des villes mortes, tout le monde était sorti pour saluer le trophée et oublier la guerre. De même en 1990, lorsqu'il y'avait le problème des villes mortes là dans les deux zones du Cameroun, dès que les Lions ont fait ce qu'ils ont fait au Mondial, les tensions se sont un peu calmées. En tous cas, sur le plan politique, les faits nous démontrent que le Président **BIYA** a un lien particulier avec le Sport. Et c'est peut-être tous ces facteurs qui font en sorte qu'aujourd'hui, il ait décidé d'injecter beaucoup d'argent pour la réalisation de toutes ces Infrastructures Sportives que nous avons »¹.*

Le projet du complexe sportif d'Olembe s'inscrit dans une configuration politique et idéologique où les infrastructures sont mobilisées comme supports de réaffirmation de l'État. Dans le discours officiel, le chantier est systématiquement présenté comme un « symbole de la modernité camerounaise » et comme une preuve tangible de l'engagement du gouvernement dans le processus d'émergence. Mais au-delà des discours, le projet cristallise une mise en scène de l'État comme bâtisseur et régulateur. La planification du complexe, qui inclut un stade principal de 60 000 places, une piscine olympique, un centre commercial, un hôtel 5 étoiles et un musée du sport, reflète une volonté d'inscrire le Cameroun dans une économie de la monumentalité. Cette monumentalité impliquait de transformer cette infrastructure en bloc composite, un village sportif devant réunir en un lieu unique toutes les infrastructures relatives au sport, allant de l'école, au stade en passant par la médecine sportive,

¹- Op. Cit.

Comme le souligne cet autre cadre technique impliqué dans la conception initiale :

« L'espace d'OLEMBE n'était plus uniquement pour le Stade seulement, mais il était déjà aussi question de délocaliser tout le village sportif du Cameroun (le Stade, l'INJS, Office pour la Médecine sportive, etc.) ; raison pour laquelle, au lieu de faire un simple Stade, on a plutôt fait tout un Complexe Sportif, car l'idée était de délocaliser tout ça vers là-bas à OLEMBE »¹.

En dehors de cette centralité symbolique, l'instrumentalisation d'OLEMBE dans les stratégies de légitimation du Politique est renforcée par des descentes et des visites régulières des élites politiques autour du chantier². Les visites présidentielles, les conférences de presse, et les communiqués du gouvernement visent à occuper l'espace public par des images d'État en action. Le chantier devient une scène où se joue la performativité du pouvoir³, et l'infrastructure, une projection concrète de la souveraineté nationale.

B- La CAN comme moment d'accélération stratégique et d'exposition des limites étatiques

L'attribution de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2019 au Cameroun a constitué un moment charnière dans la trajectoire du projet. Cet événement avait imposé un calendrier strict, régi par la Confédération africaine de football (CAF), et a entraîné une accélération brutale des procédures administratives. Pris dans une dynamique de visibilisation internationale, L'Etat va engager des processus décisionnels rapides, souvent en contournant les étapes et séquences normalement prévues. Malgré ce fonctionnement dérogatoire, on a observé une lenteur structurelle de l'administration. Dès la première année, les retards vont s'accumuler entre les libérations de fonds, les

¹- Entretien avec un cadre technique impliqué dans la conception du Projet OLEMBE.

²- Archives du Journal le jour n°2481 du Mercredi 19 juillet 2017, Page 2, Op Cit.

³- Voir Achille Mbembe (2000), G. Balandier. Ou encore Tomkinson, J., Mulugeta D., et Gallagher J. (dir.), *Architecture and Politics in Africa. Making, Living and Imagining Identities through Buildings*, James Currey, 2022.

appels d'offres pour la sélection des candidats, et la mise à disposition des sites. En 2016, malgré la signature du contrat avec PICCINI fin 2015, le chantier n'a pas encore commencé. En essayant de comprendre la cause de ces lenteurs, un ancien cadre du Ministère des Marchés Publics, nous a fait comprendre que Les dossiers de sélection des entreprises candidates ont été sélectionnés à la **Primature**¹. Ensuite, les Dossiers pré sélectionnés ont été acheminés à la **Présidence de la République** avant d'être confiés aux Ministères pour le suivi. Entre les négociations relatives à l'accord de prêt, les lenteurs administratives et les pressions multiformes de la Confédération Africaine de Football (CAF) qui ne cessaient de se multiplier, ainsi que les visites d'inspections des autorités de la CAF, l'Etat s'est vu obligé d'accepter l'idée de la construction par les matériaux préfabriqués². C'est dans ce sens qu'un agent du Ministère des Marchés Publics du Cameroun (MINMAP) lors d'un entretien, nous confie que :

*« La seule solution lorsque vous avez 2 ans et demi pour réaliser un stade de Football, c'est de faire ainsi. On ne pouvait plus faire autrement sans les préfabriqués. Les gens ne savent même pas que les parpaings qu'on ait là, sont généralement préfabriqués. Et maintenant, ce qu'on pré fabrique souvent, ce sont les poutres crémaillères, qu'on fabrique là-bas et que l'on vient seulement poser ici au Cameroun »*³.

Une option qui n'est restée sans conséquences sur les couts du projet qui davantage été alourdis comme le précise notre interlocuteur :

« Le souci était que le Projet était convenu à 163 Milliards, comprenant les études et les plans, mais eux ils estimaient que s'il fallait transporter les matériaux et respecter les délais, il va dépenser des frais supplémentaires qui risquent déborder les délais. Voilà donc la pomme de discorde. Donc ce sont ces frais liés au transport qui posaient problème. Et ce ne sont pas les derniers

¹- Expression utilisée pour désigner les bâtiments administratifs qui abritent les services du Premier Ministre au Cameroun.

²-Il s'agissait d'une mesure de contournement qui consistait à faire fabriquer les matériaux de construction du chantier depuis l'Italie et les faire acheminer vers le chantier d'Olembe pour essayer de rattraper les retards accumulés par les lenteurs administratives.

³-Entretien avec un ancien cadre du Ministère des Marchés Publics.

frais. Entretemps, ils avaient présenté d'autres frais. Et ce sont donc tous ces frais-là qui alourdi la facture... »¹.

Cette discordance entre rythme politique et capacités opérationnelles expose les conflits inhérents internes de l'appareil étatique. À mesure que l'échéance approche, les arbitrages deviennent de plus en plus politiques. Des réunions interministérielles se succèdent, la présidentialisation du Projet via la « **Task Force** »² est mise en place pour accélérer la coordination, mais les conflits de compétence entre ministères s'exacerbent. Comme le note un responsable du chantier : « le stade, c'est devenu un problème d'État. Tout le monde voulait s'en occuper, mais personne ne maîtrisait tout »³.

C- Géopolitique des infrastructures et centralisation du pouvoir par le territoire

Le choix du site d'Olembe n'est pas anodin. Situé dans la partie nord de Yaoundé, le site est historiquement lié à plusieurs projets étatiques avortés, dont l'ancien projet de construction du Palais des Sports de Yaoundé ou la zone industrielle de la MAGZI⁴. En effet, sur le plan cardinal, il était question à l'époque d'installer une grande zone industrielle soit au Nord, soit au Sud de la Capitale Yaoundé. En l'espèce, la Société d'Etat chargé d'aménager les zones industrielles, avait préféré s'implanter dans la partie sud de la ville, comme nous le confie ce Responsable des Infrastructures :

*« La **MAGZI** (Mission d'Aménagement de la **G**estion de la **Z**one Industrielle) à l'époque qui devait être construite par ici. Et donc sur le Plan cardinal, la MAGZI est plutôt allée du côté Sud et OLEMBE ici est plutôt dans*

¹- Ibid.

²-Il s'agit d'une équipe spéciale dirigée par le **SGPR** pour voir plus clair et suivre le Projet. Il s'agit d'un comité spécial constitué des experts issus de tous les Départements Ministériels de l'Etat.

³-Notes d'entretien avec un ancien cadre du Ministère des Marchés Publics, Octobre 2022.

⁴- Patrick Dieudonné Belinga Ondoua, « *Violence politique et construction de l'hégémonie au Cameroun. Le Complotisme à l'aune des Pratiques coercitives à Yaoundé* », Politique Africaine N°170(2), 85-104, 2023.

*la partie Nord de la ville (la partie Sud c'est celle qui va à **ODZA**, **MESSAMENDONG**) et c'est plutôt de ce côté-là que la **MAGZI** est allée s'installer, car c'est une **Zone Industrielle** et c'est pour ça que vous verrez que les Entreprises comme les Brasseries du Cameroun, la **SCDP**, etc. sont aussi installées de ce côté-là (...) »¹.*

Cette zone étant déjà ultra urbanisée, l'Etat a choisi une zone parmi ses ancienne réserves foncières pour abriter le Projet de construction du Stade. C'est ainsi que notre interlocuteur poursuit en disant :

*« L'Etat a donc regardé prioritairement dans ses zones de réserve. C'est ainsi qu'on se rend Compte qu'il y'a un espace de l'Etat à **OLEMBE**, déclaré d'utilité publique depuis les années 1979 avec indemnisations parce-que celui qui avait suivi ce Dossier-là s'appelait Mr Paul Biya, il était à l'époque le **SGPR** (Secrétaire Général de la Présidence de la République du Cameroun) »².*

Le complexe sportif apparaît ainsi comme un nouvel outil de réactivation territoriale de l'État. En mobilisant des terres domaniales et en investissant massivement dans une zone jusque-là marginalisée, l'État entend recentraliser son autorité autour d'un espace reconfiguré.

Le projet vise à transformer Olembe en « pôle de développement urbain », selon les termes du MINH DU³, avec la construction de routes, la mise en place d'un éclairage public, et l'aménagement de terrains annexes. Comme l'atteste ce cadre du Ministère des Sports :

« Olembe a été un Prétexe Politique pour aménager la partie Nord de la Capital et désengorger le centre-ville »⁴.

Le Projet Olembe s'inscrit ainsi dans une Centralité Urbaine⁵ qui fera du quartier et ses environs une ville nouvelle, comme l'atteste ce cadre du Ministère des Marchés Publics :

¹-Entretien avec un Responsable d'infrastructures sportives, Octobre 2022.

²-Ibid.

³-Le Ministère de l'Habitat, et Développement Urbain

⁴- Entretien avec un Cadre du Ministère des Sports ayant travaillé sur le Projet, Mars 2023.

⁵-La Centralité Urbaine signifie qu'avec la construction de cette infrastructure, les gens vont venir s'y installer, et la ville s'agrandit. Si avant il n'y avait pas d'eau à **OLEMBE**,

*« **OLEMBE** a été pensé, c'est déjà une « ville nouvelle ». Il y'a eu le Projet des Logements sociaux qui avait déjà été construit en amont du Projet de construction du Stade ».*

Cette requalification spatiale et stratégique fait de ce Projet un important Pôle de développement sur lequel l'Etat peut s'appuyer pour résoudre des problèmes urbains de la cité capitale. A Proximité du site de construction, Cette requalification spatiale du Projet, ne répond pas seulement à une logique de service public, mais à une volonté d'imposer un ordre territorial : expropriation de terres, et une gouvernance des espoirs des populations en attente de ce que l'Etat leur doit. Comme l'explique le chef traditionnel d'Olembe :

*« A l'époque (dans les années 1970) que j'avais entendu que l'État les avait dédommagés en leur donnant quelque chose (j'avais même ces listes-là ici). C'était une compensation qui ne servait pratiquement à rien. On leur donnait les **3000Fcfa**, les **5000Fcfa** pour ceux qui avaient leurs noms dans les listes en question. Donc on donnait des petites miettes aux villageois à l'époque. »¹.*

Et malgré, les multiples revendications de ces populations adressées à l'ordre dominant, ces derniers, à l'approche de la CAN, leur ont offert des présents symboliques, question de les rassurer sur la disposition de l'Etat à répondre à leurs doléances. C'est ainsi, que lors de nos échanges, ils nous ont fait comprendre que :

*« Ce problème avait même été soulevé en présence du Ministre actuel lorsqu'il était venu ici, il avait dit qu'il verrait comment régler ça à son niveau. Et donc il était venu avec **5 à 6 bœufs** et des **sacs de riz**, du **sel** et du **vin** pour les partager aux populations concernées exclusivement, pas à tout le monde. Et après ça c'était fini »².*

Le complexe devient ainsi un levier de territorialisation autoritaire, où la modernisation de l'espace masque une forme de dépossession

maintenant il y'en aura désormais. Les gens auront désormais accès à tous ces services qu'on retrouve en milieu urbain.

¹- Entretien avec Sa Majesté le chef du village Olembe, octobre 2023.

²- Ibid.

silencieuse. L'État recompose le territoire à travers des infrastructures qui redessinent les hiérarchies spatiales, tout en consolidant son emprise sur des zones stratégiques¹. Le « village sportif » n'est pas qu'un ensemble fonctionnel : c'est une métaphore spatiale de l'État qui gouverne par l'occupation, la circulation des élites et la monumentalisation de son pouvoir.

II- Bricolages, conflits et fragmentations dans la mise en œuvre du projet

Si le projet d'Olembe a cristallisé les ambitions modernisatrices de l'État camerounais, sa mise en œuvre concrète révèle un paysage institutionnel fragmenté, marqué par une série de bricolages administratifs, techniques et sociaux. Loin d'une planification linéaire et centralisée, le chantier a été gouverné par des ajustements permanents, des conflits de compétence et des substitutions improvisées. Cette partie propose d'examiner la fabrique réelle du projet, en explorant les tensions entre les institutions impliquées, l'instabilité des partenaires contractuels, ainsi que les effets sociaux produits sur les populations locales.

Nous analyserons d'abord la manière dont le gouvernement du projet s'est structuré autour d'un enchevêtrement d'acteurs étatiques aux rationalités souvent concurrentes, révélant un État multiple et peu coordonné. Nous reviendrons ensuite sur les mécanismes de contractualisation et les rapports successifs avec les entreprises adjudicataires, pour montrer comment l'improvisation devient un mode d'action normalisé dans la conduite des grands travaux. Enfin, nous interrogerons les effets de cette gouvernance par le haut sur les populations riveraines, en mettant l'accent sur la précarité de la main-d'œuvre, les dynamiques d'exclusion et les formes locales de contestation.

¹- Patrick Belinga, Op. cit. Voir aussi Hamza Meddeb, « *l'attente comme mode de gouvernement en Tunisie* » in *l'Etat d'injustice au Maghreb. Maroc et Tunisie*, Paris : Karthala, 345-378, 2015.

A- Une gouvernance éclatée : acteurs multiples, chevauchements institutionnels et logiques concurrentes

Le projet du Complexe Sportif d'Olembe, loin d'être une affaire parfaitement coordonnée, illustre les tensions internes à l'État camerounais, marquées par des chevauchements institutionnels et des logiques concurrentes. Lors d'un entretien avec un Responsable rencontré au Ministère des Sports nous fit comprendre que :

« Évidemment, un Complexe c'est beau, le Cameroun s'est donné les Moyens de construire ce Complexe là, ça il faut le dire mais maintenant les acteurs qui ont pris part à ce Projet, au vu des intérêts d'un certain nombre de contraintes, ont fait en sorte que le Projet devienne un peu plus compliqué »¹.

Dès les premières étapes du projet, plusieurs ministères et agences se sont retrouvés impliqués sans qu'un cadre de gouvernance clair n'émerge. Le Chantier d'OLEMBE a connu divers Maitres d'ouvrage durant sa matérialisation. Du Ministère des Marchés Publics à la Task Force en passant par le Ministère de Tutelle, la Maitrise d'ouvrage dudit Projet a basculé traduisant de ce fait des logiques concurrentes au sein de l'appareil gouvernant. Comme nous l'atteste cet ancien cadre du Ministère des Marchés Publics :

*« C'est le **MINMAP** qui avait la maitrise d'ouvrage sur tous les chantiers de l'Etat, mais aux alentours de 2018, ça a changé, et là à ce moment-là, la Maitrise d'Ouvrage revenait de plein droit aux Ministères de Tutelle, mais tout en y intégrant les équipes du MINMAP qui deviennent des Observateurs en ce moment-là dans les procédures de passation des marchés »².*

Et pour souligner l'omniprésence du Ministère des Marchés Publics dans ce Projet, notre interlocuteur ajoute :

« A l'époque le Ministère des Marchés Publics, était l'autorité contractante, c'est-à-dire l'autorité qui signe les contrats et fait le suivi des

¹- Notes d'Entretien avec un Responsable rencontré au Ministère des Sports, Octobre 2022.

²-Notes d'entretien avec un ancien cadre du Ministère des Marchés Publics, octobre 2022.

travaux. Et ce suivi des travaux se faisait via des comptes rendus qu'il fallait lire et exploiter et aller sur le terrain voir comment évolue le travail. On avait aussi le pouvoir d'émettre les ordres de service ».

Cette multiplicité d'acteurs, chacun avec ses priorités et ses propres temporalités, a engendré des bricolages administratifs récurrents. Un acteur clé de la Task Force interministérielle, créée en 2018 pour faciliter la gestion du projet, témoigne :

« Chacun des ministères voulait avoir son mot à dire, mais aucun n'était prêt à assumer les responsabilités opérationnelles. Au final, tout passait par le sommet de l'État »¹.

Cette gestion éclatée se traduit par une coordination chaotique, où les décisions sont régulièrement reportées ou modifiées en fonction des rapports de force internes. Le projet devient ainsi le terrain de négociations incessantes entre différents pôles de pouvoir.

B- Contractualisation incertaine et instabilités partenariales

La signature du contrat avec l'entreprise italienne PICCINI en 2015 dans le cadre d'un contrat de type EPC², puis son remplacement par MAGIL avec un contrat de type EPCM³ en 2019, démontre l'instabilité du cadre contractuel qui a marqué la réalisation du complexe. Le contrat initial de 163 milliards de francs CFA, signé dans l'urgence pour respecter les délais de la CAN, n'a pas anticipé toutes les complications financières et techniques liées à l'ampleur du projet. Selon un ancien cadre du MINEPAT :

¹- Entretien avec un membre de la Task Force présidentielle, Yaoundé, mars 2023.

²-Un style de contrat Conception/Réalisation où la Conception des études (Engineering), des achats (Procurement) et de Contrôle (Control) revenait à l'entreprise adjudicataire du Projet mais ne manageait pas le Projet, c'est le Maître d'ouvrage qui le faisait.

³-Un autre style de contrat où la Conception des études (Engineering), des achats (Procurement) et de Contrôle (Control) et même le Management revenait à l'entreprise adjudicataire du Projet

« Il y a eu un manque total de prévision. L'entreprise PICCINI a commencé avec des fonds provisoires, en attendant le financement final »¹.

Cette improvisation a conduit à des retards accumulés et à des tensions avec l'entreprise². L'incertitude sur le financement et les ajustements incessants des clauses contractuelles ont ensuite conduit à l'éviction de PICCINI³ au profit de MAGIL, une entreprise canadienne choisie sans appel d'offres, une décision qui a été perçue comme une « gestion clientéliste » du chantier.

Le processus de sélection de MAGIL au courant de l'année 2020, n'a fait qu'aggraver cette instabilité comme le souligne un cadre d'administration rencontrée :

« On n'avait pas vraiment de critères clairs pour ce remplacement. C'était un peu comme un coup de poker. Personne ne savait vraiment ce qu'il allait se passer après le départ de PICCINI »⁴.

La gouvernance contractuelle devient alors un espace d'ajustements ad hoc, où la continuité du projet n'est jamais garantie, et où chaque changement de partenaire impose une réorganisation de l'ensemble du chantier.

C-Infrastructures sans véritable inclusion locale : travail précaire, mémoire foncière et désillusion locale

L'une des grandes promesses du projet d'Olembe était l'inclusion des populations locales, en particulier à travers la création d'emplois et l'amélioration des infrastructures urbaines dans la zone. Cependant, cette promesse a été rapidement confrontée à la réalité du chantier. Les

¹ -Entretien avec un ancien cadre du Ministère des Marchés Publics à Yaoundé, octobre 2022.

² - Selon quelques cadres d'administration que nous avons rencontrés, les Problèmes avec PICCINI auraient commencé avant la décision de la CAF de procéder au glissement de dates devant permettre au Cameroun d'organiser la CAN non plus en 2019, mais en 2021. En effet, ils estiment que PICCINI surfait sur les multiples visites des experts de la CAF pour mettre une pression financière de 28 Milliards de francs CFA à l'Etat sans toutefois continuer les travaux.

³ -Une rupture du contrat qui intervient en Novembre 2019.

⁴ -Entretien avec un Cadre d'administration à Yaoundé, Mars 2023.

travailleurs locaux, majoritairement recrutés dans les quartiers environnants, ont été employés dans des conditions précaires : sans logements de travail définis, absence de couverture sociale, etc. le Chef du village d'Olembe, lors d'un entretien avec lui nous disait déjà :

« Pour ce qui est du logement, les jeunes de la contrée partaient de chez eux chaque matin pour aller travailler et rentraient en famille après le boulot. Ils avaient peut-être les logements pour les contenais et autres. Parce-que même ceux qui venaient de Douala cherchaient à entrer en location quelque part en ville. Pour ce qui est des contrats, même ceux des jeunes que moi-même j'avais mis, je n'ai plus revu quelqu'un après, même ceux qui me faisaient des promesses là, je ne les ai plus revu après. Donc je ne sais vraiment pas s'ils avaient des contrats ou pas »¹.

Par ailleurs, il convient de préciser que chacune des entreprises adjudicataires du projet Olembe a pris la peine de recruter des jeunes du village par l'entremise du Coordonnateur général du projet, le Dr Mbida. Cependant, ce recrutement, confié au chef des « Yanda » d'Olembe, Sa Majesté François Xavier Mbeng, s'effectuait de manière inégalitaire, certains jeunes étant plus nombreux selon les zones de provenance. Le chef lui-même nous a expliqué la procédure de recrutement, en collaboration avec les autres chefs de la zone :

*« Quand on me demandait même 20 Jeunes pour un travail là-bas, les jeunes m'apportaient leurs Dossiers, que je visais. Je visais même aussi les Dossiers des enfants d'autres Chefferies pour que ça passe aussi. Et dans la demande, on précisait déjà le nombre de jeune qu'on veut par village, du genre, on voulait **5 Jeunes pour NYOM, 5 Jeunes pour OLEMBE 1, 10 Jeunes pour OLEMBE 2**. Et à partir de ça, j'appelais chaque Chef de section pour qu'ils m'envoient le nombre requis de Jeunes demandés pour le travail au stade »².*

Cette répartition inégale des jeunes, rentre dans le registre des pratiques de recrutement informel et clientéliste observées à Olembe. Souvent organisées par des chefs de quartier ou des responsables locaux,

¹- Entretien avec le Chef de Village Olembe, Octobre 2022.

²-Ibid.

ces pratiques exacerbés des inégalités sociales dans la répartition des emplois, faisant émerger des mécontentements divers parmi ces jeunes :

« *Ceux qui ont des relations avec les autorités locales ont été employés, pas ceux qui en avaient besoin* », confie un autre habitant du village d'Olembe¹. Cette gestion informelle du travail, combinée à des pauses répétées dans les travaux dues à des problèmes de financement, a conduit à un nombre important de licenciements et à un sentiment de trahison parmi les jeunes qui avaient vu dans le projet une opportunité de stabilisation économique.

« On nous a dit qu'on allait tous trouver un emploi stable, mais au final, c'est l'inverse qui s'est produit »².

Par ailleurs, la question foncière autour du site d'Olembe a exacerbé les tensions. Les terres initialement affectées à un projet d'aéroport ou de zone industrielle ont été réaffectées sans véritable consultation des populations locales. Le chef traditionnel du village d'Olembe explique : « Nous avons été expropriés sans compensations adéquates, et aujourd'hui, on nous parle de modernité. Mais à quoi ça sert si on ne bénéficie pas de cette modernité ? »³. Cette mémoire collective de la dépossession nourrit une désillusion généralisée envers l'État, exacerbée par le manque de transparence dans les indemnisations et la marginalisation des préoccupations des habitants dans le processus décisionnel. Cette fracture sociale se manifeste par des formes de résistance symbolique, telles que des accusations de sorcellerie et de malédictions liées à l'arrivée de l'infrastructure. Une anecdote qui nous a été racontée sur place à Olembe, témoigne de quelques faits inédits qui attestent du sentiment de mécontentements des populations locales face au silence de l'administration envers leurs doléances. C'est le cas par exemple d'un autochtone du village qui, pris de colère avait affirmé que :

¹- Entretien avec un Jeune du Quartier Olembe, Juin 2023.

²-Ibid.

³-Op. cit.

« Les Lions vont toujours jouer là et on va vous taper »¹.

Il avait été incarcéré quelques jours plus tard pour ce propos. Un autre est celui d'une histoire extraordinaire vécue sur le chantier par l'entreprise PICCINI, qui après aurait vu sa grue venue d'Afrique du Sud tomber en pannes, une fois arrivée sur place à Olembé, dans un contexte de colère répétée des autochtones. Pris de Panique, le Responsable du Projet dans l'entreprise, serait venu rencontrer les Chefs du village avec des Présents en main pour leur demander de calmer leurs colères. Et quelques jours plus tard, la grue a repris service². Phénomènes qui réactivent une mémoire politique du désenchantement du Développement³ de manière générale, et particulièrement de l'abandon et de l'exploitation des populations locales.

Conclusion :

Le cas du complexe sportif d'Olembé, en tant qu'objet empirique et politique, permet de revisiter de manière critique la notion d'État développementaliste dans les contextes post-ajustement africains. Loin de correspondre à un État homogène, rationnel et stratège tel que l'imaginent les paradigmes classiques du développement, l'État camerounais y apparaît dans ses dimensions multiples : fragmenté dans son fonctionnement, instable dans ses partenariats, et contraint à une gouvernance par ajustement permanent.

L'analyse du projet montre que les bricolages qu'ils soient institutionnels, contractuels ou sociaux ne sont pas des déviations accidentelles mais des formes ordinaires de gouvernement, adaptatives, pragmatiques, parfois contradictoires. La fragmentation des responsabilités, les substitutions improvisées de partenaires, l'informatisation de la main-d'œuvre locale et les conflits de mémoire

¹- Entretien avec un Riverain du quartier ayant perdu son terrain au profit du Projet, Mai 2023

² -Ibid.

³-Voir Mathilde Jourdam-Boutin, « Néolibéralisation des politiques publiques de logement au Cameroun : gouverner et produire l'immobilier résidentiel à Yaoundé et Douala », Thèse de doctorat, Université Panthéon-Sorbonne-Paris 1, 2024/

foncière révèlent une souveraineté en tension, qui agit moins par planification que par activation de dispositifs ponctuels.

Ce que révèle Olembe, ce n'est pas l'incapacité de l'État à développer, mais plutôt la manière située dont il cherche à composer avec ses ressources limitées, ses urgences politiques et les injonctions de performance internationale. L'ethnographie d'un grand projet d'infrastructure, loin de se limiter à un constat d'échec ou de retard, permet ainsi de saisir les formes concrètes, stratégiques et souvent invisibles, par lesquelles l'État contemporain se fabrique dans l'action. À ce titre, Olembe n'est pas une anomalie, mais un révélateur. Il nous invite à repenser la figure de l'État développementaliste, non plus comme une entité normative, mais comme un assemblage en mouvement, où se négocient quotidiennement les modalités du pouvoir, du faire et du paraître.